

[Texte]

de 32 ou 33 centres d'emploi. Quelles sont vos projections pour l'année 1990 pour les autres centres d'emploi?

M. Kroeger: Nos calculs indiquent qu'il y aura des économies de prestations d'assurance-chômage de 90 millions de dollars en 1990. Jusqu'ici, tous les signes sont encourageants. Je pense bien qu'on va atteindre notre but, qui est d'économiser 90 millions de dollars. On va peut-être même dépasser ce but, mais il est encore trop tôt pour vous donner une date définitive. Tous les signes sont assez encourageants jusqu'à maintenant, monsieur le président.

Le président: Cette expérience que vous faites dans certains centres d'emploi, allez-vous la tenter dans d'autres centres d'emploi?

M. Kroeger: Oui.

Le président: Dans combien de centres d'emploi pourriez-vous la tenter au cours de l'année 1990?

Mme Jean: Nous avons l'intention d'étendre cela au plan national, mais tout dépend des résultats et de l'analyse des problèmes qu'on va rencontrer. Il y a des centres urbains, semi-urbains et ruraux, et il y a du travail saisonnier dans certaines régions. Si un centre nous dit: Étant donné le style de mon marché du travail, cela ne s'applique pas ou pourrait s'appliquer mieux de telle façon, on pourra dire: On ne l'appliquera pas dans ce genre de centre d'emploi. Nous avons actuellement l'intention d'étendre cela à tous les 470 centres d'emploi, et les résultats qu'on a obtenus jusqu'à maintenant nous encouragent à le faire. S'il y a des endroits où c'est inutile pour toutes sortes de raisons, il est possible qu'on ne l'applique pas à ces endroits-là. On ferait cela à partir d'avril.

Le président: Supposons que ce soit applicable dans 90 p. 100 des centres d'emploi. Est-ce qu'on appliquera cela simultanément dans 400 des 470 centres d'emploi en avril 1990, ou si on l'appliquera graduellement, en l'espace de deux ou trois ans?

Mme Jean: Nous avons l'intention de l'appliquer tout de suite, mais on aura une réunion à la fin de janvier ou au début de février avec les gérants des centres pilotes. S'il y a un problème majeur, on fera peut-être un *phase-in*. Notre intention serait d'étendre cela à tous les centres le 1^{er} avril.

Le président: Supposons que les expériences sont concluantes et qu'on met cela en oeuvre le 1^{er} avril. Est-ce que cela aura un impact au niveau des ressources à l'intérieur des centres d'emploi? Est-ce qu'il faudra plus de monde ou moins de monde, ou un nombre identique de personnes à l'intérieur de nos centres d'emploi?

Mme Jean: On n'a pas plus de gens.

M. Kroeger: On n'a pas le choix. Le Conseil du Trésor ne nous offre pas plus de gens. Il faut le faire avec ceux qu'on a actuellement.

[Traduction]

employment centres. What are your projections for the other centres for 1990?

Mr. Kroeger: Our estimates indicate that there will be \$90 million in savings in unemployment insurance benefits in 1990. So far all signs have been encouraging. I expect we will achieve our aim of saving \$90 million. We may exceed it but it is too early to give you a definite answer. To date all signs are very encouraging, Mr. Chairman.

The Chairman: Do you intend to give this project a try in other centres?

Mr. Kroeger: Yes.

The Chairman: In how many employment centres would you expect to be implementing it in 1990?

Ms Jean: We intend to apply it at the national level but everything depends on the results and the analysis of the problems we will encounter. There are urban centres, along with semi-urban and rural ridings, and there is also seasonal work in some areas. A centre may inform us that such a system may not apply or may require modifications because of the nature of the labour market, then we may decide not to go ahead with it in that particular employment centre. At the present time our intention is to extend it to all 470 employment centres and the results obtained so far encourage us to do so. If local circumstances militate against such a decision for all sorts of reasons, then we may make exceptions for such places. We will be starting in April.

The Chairman: Let us assume that the system is applied to 90% of the employment centres. Will it be put into effect simultaneously in 400 of the 470 employment centres in April 1990, or will there be a progressive implementation over two or three years?

Ms Jean: We intend to implement it immediately but we will be having a meeting at the end of January or the beginning of February with the managers of the pilot centres. If we encounter a major problem, we may opt for a phase-in. We intend to extend the system to all centres as of April 1st.

The Chairman: Assuming that the projects are conclusive and implementation begins on April 1st, will that have an impact on the resources within the particular centres? Will there be fewer or more staff, or will the levels remain the same in the different employment centres?

Ms Jean: We do not have any more people.

Mr. Kroeger: We do not have any choice. Treasury Board will not provide us with more people so we have to make due with what we have.